

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 11 mai 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICAT

Les trois vallons
B.P 131
38080 L'Isle-D'abeau

Références : 20260205_RAP_Insp_pollutionMES_CarriereGV_Montagole_Complet.odt
Code AIOT : 0006101590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement VICAT implanté Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole. L'inspection a été annoncée le 05/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un signalement formulé par le CISALB et GRAND CHAMBÉRY qui, à la suite d'une plainte pour pollution, ont constaté en aval de la carrière une forte turbidité du ruisseau du Pontet (ruisseau du Vard), au droit de la commune de Jacob-Bellecombette.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICAT
- Lieu-dit Pierre Grosse 73000 Montagnole
- Code AIOT : 0006101590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de MONTAGNOLE est nouvellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 06 avril 2023.

Cet AP autorise la Société VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires, sur le territoire de la commune de MONTAGNOLE. La superficie autorisée représente environ 90 ha et la durée de l'exploitation est fixée à 30 ans.

Contexte de l'inspection :

- Plainte
- Pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
2	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
3	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Traitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En synthèse, la visite d'inspection réalisée à la suite du signalement de pollution du ruisseau du Vard a mis en évidence plusieurs dysfonctionnements dans la gestion des eaux du site, ayant pu conduire à un transfert direct de matières en suspension (MES) vers le milieu naturel sans transit complet par les dispositifs de collecte et de décantation prévus à cet effet.

Les constatations effectuées conjointement par l'exploitant, la DREAL et l'OFB ont notamment permis d'identifier :

- des opérations réalisées au niveau du pont enjambant le ruisseau du Vard ;
- des infiltrations et ruissellements provenant des pistes de circulation ;
- l'absence de maîtrise complète des cheminements hydrauliques sur le site.

La visite a également mis en évidence que l'exploitant n'était pas en mesure de présenter des éléments suffisamment consolidés permettant d'objectiver les signalements et de quantifier précisément l'ampleur de la pollution constatée dans le ruisseau du Vard.

Ces constats traduisent une insuffisante maîtrise :

- des écoulements des eaux sur le site ;
- du fonctionnement des dispositifs de collecte et de traitement ;
- ainsi que du suivi environnemental permettant de démontrer l'absence d'impact sur le milieu naturel.

En conséquence, l'exploitant devra :

- transmettre un rapport d'incident détaillé analysant les causes directes et indirectes de l'évènement ;
- définir et mettre en œuvre des mesures correctives et préventives adaptées ;
- établir et tenir à jour un schéma précis et exhaustif des réseaux et écoulements des eaux ;
- transmettre l'ensemble des résultats de suivi de la qualité des eaux du Vard accompagnés de leur interprétation ;
- réaliser les mesures dans des conditions représentatives permettant de démontrer l'efficacité des dispositifs mis en œuvre pour éviter tout rejet direct vers le milieu naturel.

Au regard des non-conformités constatées et de la nécessité de garantir le respect des prescriptions applicables à l'installation, le service d'inspection des installations classées propose à la signature de Madame la Préfète un arrêté préfectoral de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Incidents ou accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection réalisée à la suite du signalement de pollution relayé par les services du CISALB et de Grand Chambéry a mis en évidence plusieurs événements susceptibles d'être à l'origine du départ de matières en suspension (MES) vers le ruisseau du Vard et de la pollution constatée en aval de la carrière.</p> <p>Il ressort notamment des constatations effectuées par l'exploitant, les services de la DREAL et de l'OFB, le lendemain du signalement, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des opérations réalisées au niveau du pont enjambant le ruisseau du Vard et permettant l'accès à une zone de dépôt ; • ainsi que des infiltrations et ruissellements d'eaux en provenance des pistes de circulation, sont susceptibles d'avoir contribué au transfert de MES vers le milieu naturel. <p>Ces éléments devront faire l'objet d'une analyse approfondie par l'exploitant dans le cadre du rapport d'incident transmis à l'inspection des installations classées. Cette analyse devra notamment permettre d'identifier les causes directes et indirectes de l'évènement, d'évaluer les défaillances organisationnelles et techniques éventuelles, et de définir les mesures correctives et préventives nécessaires afin de prévenir le renouvellement d'un accident similaire et de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans les meilleurs délais, un rapport d'incident conformément aux dispositions du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral du 06/04/2023.</p> <p>Ce rapport précisera notamment les circonstances et causes de l'incident, ses conséquences réelles ou potentielles sur les intérêts protégés mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, ainsi que les mesures prises et envisagées pour éviter le renouvellement d'un incident similaire et en limiter les effets à moyen et long terme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux circulant sur le site sont gérées de façon à éviter le rejet direct vers le milieu naturel. Les eaux transitent via un réseau de collecte (fossés) et de bassins. Ce traitement permet de clarifier les eaux par décantation et de retenir les éventuels hydrocarbures.</p> <p>[...]</p> <p>Il n'y a pas d'eau canalisée rejetées dans le milieu naturel, les eaux circulant sur le site étant gérées de manière à éviter le rejet direct et transitant via un réseau de collecte (fossés) et de bassins.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éléments détaillés au constat n°1 mettent en évidence que des eaux chargées en MES ont pu rejoindre directement le milieu naturel sans transiter intégralement par le réseau de collecte et les ouvrages de décantation prévus à cet effet.</p> <p>Ces constats ne sont pas conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral imposant que les eaux circulant sur le site soient gérées de façon à éviter tout rejet direct vers le milieu naturel, les eaux devant transiter via un réseau de collecte (fossés) et de bassins permettant leur clarification par décantation et la rétention des éventuels hydrocarbures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant analysera, dans le cadre du rapport d'incident transmis à l'inspection des installations classées, les causes de ces dysfonctionnements ainsi que les défaillances techniques et organisationnelles ayant conduit au rejet de MES dans le ruisseau du Vard. Ce rapport précisera également les mesures correctives et préventives mises en œuvre afin de garantir le confinement et le traitement des eaux circulant sur le site et de prévenir le renouvellement d'un événement similaire.</p> <p>Au regard des non-conformités constatées, le service d'inspection des installations classées proposera à la signature de Madame la Préfète un arrêté préfectoral de mise en demeure visant à prescrire à l'exploitant le respect des dispositions réglementaires et des prescriptions applicables à l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Protection des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a également été constaté que la compréhension des cheminements hydrauliques sur le site et des modalités de gestion des eaux circulant sur l'installation nécessite la mise à disposition d'un schéma exhaustif, précis et à jour des réseaux et écoulements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Conformément aux prescriptions applicables prévoyant qu'« un schéma de tous les réseaux et un plan des écoulements des eaux sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés », l'exploitant établira un document détaillé permettant d'identifier clairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble des réseaux de collecte ; • les fossés, ouvrages hydrauliques et bassins ; • les sens d'écoulement des eaux ; • les zones de rejet potentielles ; • les dispositifs de confinement et de traitement ; • les interfaces avec le milieu naturel, notamment le ruisseau du Vard. <p>Ce schéma et ce plan des écoulements devront être suffisamment précis pour permettre l'analyse du fonctionnement hydraulique du site et l'identification des points susceptibles de conduire à un rejet non maîtrisé vers le milieu naturel.</p> <p>Ces documents, datés et mis à jour, seront tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées et présentés lors de la prochaine visite d'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Traitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/04/2023, article 3.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : <p>Afin de s'assurer de l'absence d'impacts sur la qualité des eaux du Vard, des analyses annuelles des eaux du Vard, en amont et aval de la zone d'exploitation, sont réalisées. Ces mesures devront être réalisées pendant l'exploitation du site et hors période de crue du Vard.</p> <p>Toute anomalie est signalée dans les meilleurs délais. Dans l'hypothèse où les résultats d'analyses mettent en évidence une évolution défavorable au niveau de la qualité des eaux du Vard, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la dérive ou de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>L'ensemble des résultats ainsi que leur interprétation sont consignés dans un document (registre/tableaux...), éventuellement sous forme électronique, comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (débit du cours d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...) et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des suivis et analyses permettant d'évaluer et de quantifier l'ampleur de la pollution constatée dans le ruisseau du Vard à la suite du signalement relayé par les services du CISALB et de Grand Chambéry.</p> <p>En particulier, aucun élément consolidé n'a pu être produit afin de caractériser objectivement l'impact de l'évènement sur la qualité des eaux, notamment au regard des concentrations en matières en suspension (MES), de l'évolution des paramètres suivis entre l'amont et l'aval du site, des conditions hydrologiques au moment des faits ou encore de la comparaison avec les données de référence disponibles.</p> <p>L'absence de ces éléments ne permet pas, à ce stade, d'objectiver pleinement les signalements effectués ni d'apprécier précisément l'ampleur et les conséquences de la pollution observée sur le milieu naturel.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Conformément aux prescriptions applicables relatives au suivi de la qualité des eaux du ruisseau du Vard, l'exploitant transmettra au service d'inspection des installations classées l'ensemble des résultats des analyses réalisées en amont et en aval de la zone d'exploitation, ainsi que leur interprétation.</p> <p>Les documents transmis devront notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none">• les paramètres analysés ;• les conditions de réalisation des prélèvements ;• les débits du cours d'eau au moment des mesures ;• les analyses de référence disponibles ;• l'historique des résultats ;• les éléments d'interprétation permettant d'apprécier l'évolution de la qualité des eaux du Vard ;• les éventuelles anomalies constatées et les suites données.

L'exploitant précisera également les investigations réalisées ou envisagées afin de déterminer l'origine d'éventuelles dégradations de la qualité des eaux susceptibles d'être imputables à l'exploitation.

Les mesures et analyses devront être réalisées dans des conditions représentatives et adaptées permettant de démontrer l'efficacité des dispositifs de gestion des eaux mis en œuvre sur le site et de garantir l'absence de rejet direct vers le milieu naturel, notamment en situation d'exploitation courante et dans les configurations susceptibles de générer des transferts de matières en suspension vers le ruisseau du Vard.

L'ensemble de ces éléments sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté lors de la prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois